

ÉTATS-UNIS : « LA PORTE DU RÊVE DOIT RESTER OUVERTE »

Le nouveau melting-pot américain

Pour les entreprises et les universités, l'immigration des vingt dernières années est une chance pour l'économie. Elles souhaitent la régularisation des 11 millions de sans-papiers en attente...

DE NOTRE CORRESPONDANT

Les nouveaux juifs ? » « Trop intelligents ? » Quand un sujet est miné, le point d'interrogation s'impose... Mais la presse new-yorkaise ne peut pas faire autrement que de l'aborder : chaque année, à la rentrée, les Asiatiques font main basse sur les rares bons lycées de la ville. Prenez l'école Peter Stuyvesant, à deux pas de Ground Zero : 72% d'Asiatiques. Ou la Bronx High School of Science : 63%. Et ainsi de suite. On imagine facilement la frustration des parents, ces lycées étant la seule chance d'accéder aux facs les plus courues sans passer par une école privée ruineuse. Mais la presse rappelle qu'il y a quelques décennies on entendait les mêmes plaintes à propos d'enfants juifs, supposés trop nombreux dans ces mêmes écoles...



Un couple d'Indiens devenus américains le 14 février



Une immigrante du Zimbabwe dans un champ de canne à sucre

Des travailleurs agricoles mexicains à Wellington (Colorado)



L'Amérique a un problème de riche : ses immigrés réussissent trop bien ! Ce n'est pas vrai pour tous, loin de là. Mais, dans l'ensemble, l'immigration reste un incroyable facteur de richesse pour ce pays qu'elle a fondé. Au moment où le Congrès s'attelle à une réforme de l'immigration, qui ouvrira peut-être la possibilité aux 11 millions de sans-papiers de devenir des immigrants légaux, c'est cette *success story* qui nourrit les espoirs.

D'autres facteurs ont joué, bien sûr. Le fait que la crise économique s'atténue. L'augmentation très nette des expulsions sous l'administration Obama et le renforcement des contrôles à la frontière. Le dynamisme de l'économie mexicaine, qui a pratiquement réduit à zéro l'immigration en provenance de ce pays. Et le constat, par les républicains, qu'ils n'ont pratiquement aucune chance de reprendre la Maison-Blanche sans reconquérir une partie du vote latino. Mais le véritable moteur de la réforme est ailleurs : la grande vague d'immigration des vingt dernières années a bénéficié à l'économie du pays. De droite ou de gauche, « les économistes sont presque tous d'accord sur ce point », affirme Heidi Shierholz, de l'Economic Policy Institute. « Le débat n'est plus de savoir si l'immigration a des conséquences positives sur l'économie, mais d'identifier les gagnants et les perdants », confirme Giovanni Peri, professeur à l'Université de Californie.

Vu d'Europe, on a du mal à apprécier l'ampleur de la déferlante migratoire récente : la part des immigrés dans la population américaine a doublé depuis 1990, presque triplé depuis 1980 et quadruplé depuis 1970 ! La seule décennie 2000-2010 a vu l'arrivée de 14 millions d'immigrants,



record historique en nombre absolu (mais le pourcentage d'immigrés dans la population était légèrement supérieur il y a quatre-vingt-dix ans). Que sont-ils devenus ? L'exemple le plus fameux est celui de la Silicon Valley, qui accueille les plus qualifiés d'entre eux. Entre 1995 et 2005, près d'une start-up sur deux y a été créée par des immigrés. A chaque fois qu'un diplômé supérieur né à l'étranger décide de rester dans la Vallée, sa présence entraîne la création de 2,6 emplois supplémentaires. « La Silicon Valley parvient à attirer les meilleurs des meilleurs de tous les pays, c'est vraiment le melting-pot le plus réussi que j'aie jamais vu », confie Vincent Paquet, un ex-Français diplômé de l'École supérieure de Commerce de Reims, qui, débarqué à Los Angeles en 1997, est passé par Google et coprésident Firespotter Labs, une start-up spécialisée dans la téléphonie. « C'est le principe de la méritocratie : les vieilles façons de qualifier les individus en fonction de leur famille ou de leur école n'ont pas complètement disparu, mais la règle générale est de dire que vous êtes aussi bon

que ce que vaudra votre prochaine start-up ou votre prochain projet. »

La question n'est pas de limiter le nombre de ces immigrés mais d'en faire entrer davantage, alors que la concurrence internationale s'accroît pour les retenir ou les faire revenir dans leur pays. « Le problème est simple, explique Robert Hoffman, le lobbyiste de l'Information Technology Industry Council. Notre économie est trois fois plus grande qu'en 1990, date de la dernière réforme de l'immigration, et elle crée plus de jobs pour des salariés qualifiés dans le domaine de la science, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques que le système éducatif n'en forme. » Par exemple, 120 000 postes d'informaticiens sont créés chaque année, alors que les universités ne fournissent que 40 000 diplômés dans ce domaine. Pas étonnant, dans ces conditions, que les entreprises américaines supplient à genoux Washington de voter cette réforme de l'immigration.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Il n'y a pas les bons immigrés qualifiés, d'un côté, et les mauvais, clan-

Une famille dominicaine candidate à la naturalisation

40,2
MILLIONS
D'IMMIGRANTS
AUX ETATS-UNIS

31%
de résidents
permanents



37%
de naturalisés

28%
en situation
irrégulière

SOURCE : PEW RESEARCH CENTER 2010

dos et illettrés, de l'autre. Giovanni Peri, l'économiste californien, a conduit pour la Réserve fédérale de San Francisco des études fouillées sur l'effet de ces immigrés sur l'économie américaine. « Ces travailleurs peu qualifiés ont eux aussi un effet positif, explique-t-il. Ils tendent à se spécialiser dans des jobs pour lesquels la demande est élevée [construction, restauration, garde d'enfants, agriculture, jardinage..., NDLR]. Les entreprises les embauchent, prospèrent et se développent, ce qui leur permet d'offrir des jobs complémentaires à des salariés nés aux Etats-Unis. » Grâce aux sans-papiers qui effectuent les tâches les moins qualifiées, ces salariés américains sont plus nombreux, plus productifs et mieux payés. Au total, estime Peri, les immigrés en situation irrégulière ont permis aux titulaires de ces jobs « complémentaires » de voir leur salaire augmenter de près de 10% entre 1990 et 2007. Même les salariés sans diplôme secondaire, en principe les plus menacés, ont bénéficié de cet effet positif, en voyant leur

Excellence à la chinoise



A 28 ans, Ying Li termine son doctorat à la Northwestern University, l'équivalent de Polytechnique. Sa femme, Ting Zhou, artiste, est financée par le prestigieux Institut d'Art de Chicago. Les jeunes mariés se sont connus à Pékin, ils ont débarqué aux Etats-Unis il y a quatre ans grâce à des bourses et des CV exemplaires. Ying Li a choisi la bourse qui correspondait à la « meilleure offre »

dans son domaine, la physique des matériaux : les 40 000 dollars annuels de frais de scolarité et ses dépenses courantes sont entièrement pris en charge, et lui permettent de « se consacrer intégralement à la recherche ». Ce supercrack n'a pas eu de « maman tigre », ces mères chinoises qui conditionnent leurs enfants, dès la maternelle, à être les meilleurs. Ses parents, ouvriers d'usine sans qualification, ne regardaient guère plus loin que le lycée. Ying Li ne voit cependant rien d'extraordinaire à son parcours. Plus de 10% des étudiants de sa promotion, originaires de Chine, ont le même. N. T.

Ne l'appellez plus Jean-François



Un pari gonflé. Et gagné. Nous sommes en 2004, Jean-François (« Jeff ») et Bernadette Clavier décident de mettre 250 000 dollars sur un compte séparé et de le risquer dans des start-up de la Silicon Valley. « Un compte séparé, parce qu'on prévoyait de perdre cet argent », explique cet ex-Français, diplômé de l'Ecole des Hautes Etudes informatiques de Paris-V. Si vous êtes un business angel [un

investisseur qui apporte aussi son expertise, NDLR] et que vous comptez récupérer votre mise, vous êtes mort. La probabilité que cela se réalise est trop faible. » Coup de chance : les premiers investissements réussissent et, aujourd'hui, Jeff Clavier et son fonds SoftTech sont à la tête de dizaines de millions de dollars d'investissements. Treize ans après avoir débarqué aux Etats-Unis, Jeff est l'un des investisseurs les plus respectés de la région. Réussite d'expatrié ? Oui, mais aussi un jackpot pour son pays d'accueil : Jeff Clavier a contribué à l'éclosion de 135 start-up, qui ont levé plus de 1 milliard de dollars de financements et créé des milliers d'emplois. P. B.-G.

Cubain mais démocrate



Il est le casse-tête qui empêche les républicains de dormir : un latino ayant voté Obama, comme les trois quarts des Hispaniques. Mais Alejandro est d'origine cubaine ! Il a émigré en 1994, via le Belize, où il vivait. « Quand je suis arrivé, les tenants de la ligne dure vis-à-vis de Cuba dominaient complètement le débat, explique-t-il devant un petit noir serré, dans un café de Little Havana, à Miami. Les choses ont vraiment

commencé à changer avec l'affaire Elian Gonzalez, en 2000, et depuis l'élection d'Obama. » En novembre, les Cubano-Américains de Floride ont voté majoritairement pour Obama. Horreur et stupéfaction chez les vieux anticastristes ! Alejandro, lui, s'est réjoui. Il a fait son nid à Miami, a trouvé un job dans la pub, a épousé une Américaine... Mais il ne s'est jamais désintéressé de sa première patrie. Son blog, *On Two Shores* (« Sur deux rivages »), porte un regard dépassionné, plus mûr que celui des aînés, sur les relations entre les deux pays. P. B.-G.

ENTREPRENEURS

Les entreprises créées par des immigrants sont généralement plus petites que celles fondées par des Américains de souche, mais leur impact collectif sur l'économie américaine est énorme. Au cours des dix dernières années, elles ont engendré plus de 775 milliards de dollars de chiffre d'affaires (+60%), 125 milliards de dollars en salaires, et employé un salarié américain sur dix.

●●● revenu moyen diminuer de seulement 0,4% à 0,7%. « Ces immigrants augmentent la taille de l'économie, note Peri, ils ne prennent pas la place des Américains. » Et ils paient leurs impôts. « Ils ont en moyenne un effet légèrement positif sur les finances publiques locales, et nettement bénéfique sur le budget fédéral », indique Heidi Shierholz.

Ce ne sont pas seulement des surdoués tels que le Russe Sergey Brin (cofondateur de Google) ou l'Indien Vinod Khosla (cofondateur de Sun Microsystems) qui créent des entreprises. Les immigrants mexicains, généralement peu qualifiés, créent plus de 50 000 PME par mois ! En 2011, 28% des entreprises créées aux Etats-Unis l'ont été par des immigrants. Statistiquement, un immigrant est deux fois plus susceptible de créer une entreprise qu'un citoyen né aux Etats-Unis, et le rythme s'est accéléré : en 1996, on comptait 360 créations d'entreprises pour 100 000 immigrants ; quinze ans plus tard, 550. Certaines de ces PME sont les géants de demain : parmi les plus grandes entreprises américaines du classement Fortune 500, 18% ont été fondées par des immigrants – là encore, un pourcentage qui a progressé depuis vingt-cinq ans. Si l'on ajoute les enfants d'immigrants, la part dépasse... 40%.

Voilà pourquoi, malgré l'excitation d'une frange de la droite et des tensions réelles dans telle ville ou telle industrie, l'opinion américaine est presque à l'opposé de l'hostilité française à l'immigration. Selon un récent sondage (Politico/George Washington University), 69% des Américains soutiennent une proposition permettant aux sans-papiers de devenir citoyens in fine. Les modalités restent à définir, cela ne sera pas facile. L'échec reste possible. « Je doute qu'on aille au-delà de la régularisation de ceux qui sont arrivés enfants et des diplômés », prédit Ramón Gutiérrez, professeur à l'Université de Chicago. Le président de la Chambre de Commerce américaine, pourtant un ennemi juré d'Obama, est plus lyrique : « La porte du rêve américain, dit-il, doit toujours rester ouverte. »

PHILIPPE BOULET-GERCOURT
(avec NATACHA TATU)

LES DÉBATS DE FRANCE INFO

Laurent Joffrin, du « Nouvel Observateur ». Etienne Gernelle, du « Point ». Chaque lundi et jeudi, avec Jean Leymarie, à 8h53

